



HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE : QUE FAIT L'EUROPE ?

Une conférence organisée par la Maison de l'Europe de Paris

La Maison de l'Europe de Paris, que préside l'ancienne ministre Catherine Lalumière, a décidé d'initier à partir de la rentrée 2008 une série de conférences-débats sur les "Enjeux économiques et sociaux". Premier thème, choisi avant l'été : "Hausse des prix de l'énergie : que fait l'Europe ?", un sujet alors « en plein dans l'actualité ». Aujourd'hui, si cette question n'est pas effacée, elle est reléguée à l'arrière-plan derrière la crise financière internationale. Il n'empêche : à voir l'ardeur des débats de cette première manifestation réunissant politiques européens, industriel, économiste et représentant des consommateurs, le dialogue a bien du mal à progresser. Compte-rendu.

Il est parfois judicieux de revenir quelques années en arrière, en 2003 par exemple : la lutte contre le changement climatique est certes déjà présente mais c'est la lutte pour la baisse des prix qui prédomine. A l'époque, le baril de pétrole vaut 30 dollars et les Européens enclenchent le processus visant à libéraliser totalement les marchés de l'électricité et du gaz, rappelle André Ferron, membre de Confrontations Europe. En janvier 2007, l'ambition européenne franchit un pas supplémentaire avec la présentation du paquet dit énergie-climat, dans lequel est intégrée la politique de marché. Le prix du brut est alors de 60 dollars le baril.

Lorsque le parlement européen commence à se pencher sur ce texte, en janvier 2008, le brut a franchi la barre symbolique des 100 \$/bl et le pouvoir d'achat est devenu la préoccupation n° 1 des citoyens européens. Enfin, depuis quelques semaines, « *le capitalisme est devenu fou* » et la question primordiale qui se pose aujourd'hui est : les Européens vont-ils pouvoir continuer à faire confiance aux marchés financiers, et par ricochet aux marchés de l'énergie ? Quelle sera l'incidence de la crise sur la politique énergie-climat ?

UN PREMIER FORUM POUR LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Le débat organisé par la Maison de l'Europe montrera que les hommes politiques européens comme l'économiste Jean-Marie Chevalier ont quelques doutes sur la réalisation, dans le nouveau paysage, des objectifs ambitieux de développement des énergies renouvelables, par exemple.

Le paquet énergie-climat s'est vu reprocher de manquer de dimension sociale. Comment se défend la Commission de Bruxelles sur ce point ? Ses compétences, rétorque Fabrizio Barbaso, directeur général adjoint Energie, sont limitées dans le domaine social. La "pauvreté énergétique" n'est ainsi pas définie dans les textes bruxellois. Mais rien n'empêche les Etats membres de le faire et, pour l'instant, seul le Royaume-Uni a montré l'exemple. Bruxelles, affirme-t-il, laisse les pays membres adapter les mesures du plan énergie-climat aux conditions locales... Ils doivent notamment veiller à ce que le gaz et l'électricité soient fournis à des prix raisonnables et assurer une protection adéquate des consommateurs vulnérables. A cet égard, l'orateur se félicite que soit prévu fin octobre à Londres le premier forum des mesures de protection des consommateurs. Mais protéger ne signifie pas fausser le marché et « *on ne peut pas à la fois inciter les citoyens à moins consommer et leur offrir l'énergie avec des aides* ».

Si les prix des énergies ont baissé ces dernières semaines, les responsables bruxellois sont « *convaincus qu'ils demeureront élevés et auront des répercussions sur notre économie* », déclare Fabrizio Barbaso. Pour répondre à ce défi et à celui du réchauffement climatique, trois instruments, selon lui, le marché, la réglementation et la technologie, dont le bon dosage sera facteur de succès.

Autre sujet d'actualité, « *poussée par la présidence française* » de l'Union européenne, la sécurité énergétique, qui devrait être traitée dans la prochaine Revue de la stratégie énergétique. La question du mix énergétique est ici très importante, souligne-t-il, rappelant que les besoins énergétiques de la France sont couverts à plus de 40 % par le nucléaire, ceux de la Pologne à plus de 50 % par le charbon et ceux de l'Italie à plus de 35 % par le gaz... La diversification et le choix du mix énergétique relèvent de chaque Etat membre. Là encore, Bruxelles n'y peut rien.

Il faut donc que « *l'Europe arrive à parler d'une seule voix et ceci est contredit tous les jours, je peux vous l'assurer* », regrette-t-il. Il semble en effet loin l'« *appui convaincu à tous les niveaux* » que plébiscite le directeur général adjoint.

L'OBJECTIF DE LA LIBÉRALISATION : PAS FORCÉMENT LA BAISSÉ DES PRIX

Venu porter la bonne parole des parlementaires européens, l'Espagnol Alejo Vidal-Quadras, vice-président du PE, estime que la libéralisation des marchés n'avait pas forcément pour but la baisse des prix. Son objectif, rappelle-t-il, était plutôt que « *le prix reflète la réalité du marché, pas sa folie* ». Pour qu'il y ait eu baisse, « *il faudrait que la contribution nucléaire soit le double de ce qu'elle est aujourd'hui. Or, le développement du "paquet nucléaire" est paralysé dans l'Union européenne par les pressions sociales et idéologiques* ». Le parlementaire espagnol comprend bien que les Français, qui « *ont toujours accepté le nucléaire car ils étaient conscients des bénéfices qui en découlent, trouvent aujourd'hui injuste de payer pour le charbon des autres* »...

Faut-il maintenir le tarif réglementé dans l'Hexagone au-delà de 2010 ? La France n'est pas la seule à avoir introduit ce dispositif, l'Espagne également, mais les intentions ne sont pas comparables, dénonce-t-il : dans le premier cas, il s'agit d'« *équité fiscale* », dans le second, « *de laisser penser aux gens qu'ils ne paient pas réellement ce qu'ils paient* »....

QUELLE SOLUTION APRÈS LE TARIF RÉGLEMENTÉ EN FRANCE ?

Quoi qu'il en soit, maintenir un tel tarif ne permet pas au consommateur de « *recevoir un signal clair* ». Que peut faire le gouvernement français quand le système viendra à disparaître ? Alejo Vidal-Quadras a, au moins, deux idées : soit une réduction de la TVA sur l'électricité ; soit le versement aux consommateurs de dividendes prélevés sur les bénéfices additionnels d'EDF. Selon lui, l'Etat français « *dispose de toute une série de moyens* ». En Espagne, en revanche, « *le gouvernement doit s'enlever le voile des yeux et relancer le nucléaire. Ce qui est valable pour beaucoup d'autres Etats membres* ».

Quant à la discussion sur le paquet énergie-climat, le vice-président du PE estime que, contrairement à la volonté française d'aboutir à un accord avant la fin de l'année, « *on doit prendre le temps de ne pas nous tromper* ». Et, face à la crise financière actuelle, les parlementaires sont « *très préoccupés* » par le coût de certaines mesures de ce paquet, concernant notamment les énergies renouvelables.

Une inquiétude que partage l'économiste français Jean-Marie Chevalier, qui craint que « *les effets du paquet énergie-climat soient torpillés par la crise actuelle* ». Certains indices laissent penser qu'une

« *marche arrière* » s'opère en ce moment. Et le professeur de Paris-Dauphine d'évoquer les récents propos de la chancelière allemande Angela Merkel, prête bien évidemment à lutter contre la menace de réchauffement climatique, mais pas au détriment de la compétitivité des entreprises de son pays...

UN PRIX PLANCHER DU PÉTROLE, MAIS PAS DE PRIX PLAFOND

Effondrement ? Remontée ? Que prédire sur l'évolution du « *prix directeur qu'est celui du pétrole* » ? Jean-Marie Chevalier doit une nouvelle fois se prononcer. Pour lui, aucun doute : « *l'énergie va être durablement chère et cette augmentation va accroître les inégalités* ». Bien fini le temps, pourtant pas si lointain (1999-2003), où l'OPEP s'en tenait à une "bande de prix " de 22 à 28 dollars le baril. « *A partir de 2004, tout dérape* ». Et ce « *troisième choc pétrolier est très différent des deux autres qualitativement et quantitativement : le prix s'envole et il ne se passe pas grand chose, sauf pour certaines catégories sociales très touchées* ». Dans le même temps, s'est opéré « *un énorme transfert de valeurs* », puisque les revenus des pays pétroliers sont passés de 200 milliards de dollars en 2003 à quelque 900 à 1 000 milliards cette année.

Un élément nouveau pourtant, ces tout derniers mois : la consommation diminue aux Etats-Unis et en Europe et, de l'avis du professeur, « *cette consommation ne reviendra pas* ». Cette baisse est pour le moment compensée par l'augmentation des besoins dans les pays émergents. Si, toutefois, la crise financière provoquait une récession mondiale, il y a fort à parier que la demande en pâtirait partout, faisant chuter des prix que l'OPEP souhaite désormais maintenir à 80 dollars/baril au minimum.

Pour l'avenir, les fondamentaux sont « *mauvais* », explique, sans surprise, Jean-Marie Chevalier. Car la concentration des ressources de pétrole et de gaz sur des pays à risques qui sont, en outre, tentés d'économiser les réserves pour les générations futures, ne peut qu'impliquer à terme des hausses de prix et si l'économiste peut fixer un plancher de 80 \$ à ceux-ci, il ne « *voit pas de plafond* ». Pire : « *j'ai peur*, explique le professeur de Paris-Dauphine, « *que l'industrie de l'énergie fasse les frais de la crise financière* » et ne trouve plus, auprès des banques, les fonds pour investir.

LA MOBILITÉ, UN ENJEU IMPORTANT

Si la disponibilité en pétrole est un des problèmes que devra, à terme, affronter l'industrie automobile, il en

est bien d'autres. Au point que Luc Bastard, délégué à l'Environnement du groupe Renault et vice-président du Comité des Constructeurs Français d'Automobiles (CCFA), se déclare « *désarmé, à court terme, par rapport aux consommateurs* ». En effet, la mobilité des personnes est un « *enjeu de société important* » mais on ne peut pas séparer le débat sur les prix de la question environnementale. Cette mobilité représentait, en 2006, 14 % du budget des ménages en Europe. Mais la part "carburants" est bien moindre pour les 25 à 30 % de consommateurs qui ont accès aux véhicules neufs que pour ceux possédant un véhicule de 2^{ème} ou 3^{ème} mains, pour lesquels c'est le poste de dépenses le plus important.

Le bonus-malus est un grand succès, reconnaît d'autre part Luc Bastard, le qualifiant d'« *inattendu* ». On le sait, le système a fait gagner 8 grammes de CO₂/km en quelques mois en France alors que le rythme était de 1 gCO₂. Mais au niveau de l'Europe, la fiscalité CO₂ que développent certains pays et pas d'autres, c'est « *la cacophonie et un cauchemar pour les constructeurs* ». Il faut des critères clairs, demande-t-il, « *sinon on ne réussira pas à progresser* ». Or, la forme actuelle des réglementations prévues « *est totalement conflictuelle entre constructeurs français et allemands* ».

Quoi qu'il en soit, la crise actuelle n'arrange rien, bien au contraire : « *elle remet en cause les arbitrages, et c'est évident que certains éléments qui ne sont pas la partie vitale du business en feront les frais* ». Avec quels modèles renouveler le parc ? A moyen terme, Renault fait le choix du véhicule électrique mais attention ! « *1 kWh d'électricité c'est 75 g de CO₂ en France ou en Suède, 850 g en Chine ou en Inde...* », prévient-il. Dans les solutions accessibles (ni l'hybride, ni l'hydrogène), il y a celle, toute simple, de l'optimisation des moteurs existants. Quoi qu'il en soit, « *on ne peut pas tout faire en même temps quand on a 15 modèles différents* »...

LA CRISE DE CONFIANCE DES CONSOMMATEURS

Faut-il faire sauter le "tarif bleu" après 2010 ? demande André Ferron à la présidente de l'Association Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV), Renée-Claude Mader. « *Les consommateurs nous saisissent pour un problème beaucoup plus large que celui du prix de l'énergie : le pouvoir d'achat* », répond-elle, tout en souhaitant insister sur une chose : la crise de confiance qui se développe chez les citoyens. Certes, les prix de l'énergie ont augmenté de manière considérable, « *mais ce n'est pas si facile d'inverser son comportement, et d'autant plus difficile lorsqu'il s'agit de personnes avec des revenus modestes qui vivent à la périphérie des villes dans des logements moins bien isolés que d'autres et possèdent, souvent, des voitures datant de 15 ans* ». Renée-Claude Mader dénonce, à cet égard, la « *véritable cassure qui se fait entre ceux qui peuvent s'adapter en matière d'environnement et les autres* ».

Or, l'énergie n'est pas un bien comme les autres et les Etats et l'Union européenne doivent donc intervenir pour protéger les consommateurs les moins favorisés. Mais les aides consenties (aide à la cuve pour le fioul, ou autres) ne touchent que 3 millions de foyers français sur 27 millions, et représentent quelque 100 euros par foyer, « *pas de quoi compenser les augmentations* ». Quant à supprimer le "tarif bleu", si les Pouvoirs publics s'y risquent après 2010, « *il y aura plus que des protestations, c'est certain. Surtout que la France a fait le choix du nucléaire, et que les citoyens veulent profiter de la rente* »... Certes, des solutions alternatives ont été présentées aux consommateurs, mais pour le moment « *elles ne sont pas très explicites* ».

Européenne convaincue, la présidente de la CLCV attend des pays membres qu'ils utilisent « *leurs capacités de négociations avec les fournisseurs de pétrole et de gaz. Il y a une attente très importante à cet égard, l'ignorer serait de la stupidité* »...

A lire : LES 100 MOTS DE L'ÉNERGIE

●●● Présent au débat sur les prix de l'énergie organisé par la Maison de l'Europe de Paris (Cf. CI-DESSUS), l'économiste Jean-Marie Chevalier est l'auteur de l'ouvrage *LES 100 MOTS DE L'ÉNERGIE*, que viennent de publier les Presses Universitaires de France (Puf) dans leur célèbre collection "Que sais-je ?". Ces 100 termes sont répartis en six chapitres (Besoins, ressources, échanges, marchés et prix, acteurs et enjeux), permettant d'aborder les questions majeures liées à l'énergie. Un outil idéal pour faire le point sur le secteur.